

L'Europe peut-elle sortir de l'histoire ?

Le tandem franco-allemand ne peut plus jouer le rôle de moteur à lui tout seul.

D'autres coalitions et d'autres modes de fonctionnement doivent être mis en place

C'est le symbole du défi européen. La décision, annoncée le 6 février par Margrethe Vestager, la commissaire européenne à la concurrence, de bloquer la fusion des deux groupes industriels français et allemands Alstom et Siemens était à la fois juridiquement irréfutable et politiquement incompréhensible.

Irréfutable, car l'Union européenne (UE), entité fondée sur le respect des règles et la défense de l'Etat de droit, ne peut se permettre de bafouer ce même droit lorsque ça l'arrange : ce serait nier sa propre identité. Il existe au sein de l'UE des règles strictes pour défendre la concurrence, et M^{me} Vestager n'avait d'autre choix que de les appliquer.

Mais incompréhensible, car, à l'heure où l'Europe est prise en étau entre la Chine et les Etats-Unis, où ses entreprises et ses consommateurs redoutent d'être les proies d'une mondialisation sans pitié, refuser à deux fleurons industriels la chance de devenir un champion européen capable de rivaliser avec ses concurrents à l'échelle mondiale, notamment avec le géant ferroviaire chinois CRRC, est contraire à toute logique politique – et même, probablement, à l'instinct européen de la commissaire danoise, elle-même une femme très politique.

Ainsi va le paradoxe européen. L'Europe peut-elle sortir de l'histoire ? Oui, bien sûr, si elle ne se donne pas les instruments de la puissance au XXI^e siècle. Alors, à peine remis de la déconvenue Alstom-Siemens, les ministres de l'économie français et allemand, Bruno Le Maire et Peter Altmaier, ont jeté les bases, le 19 février à Berlin, d'une stratégie industrielle commune susceptible de permettre à des champions européens d'émerger au niveau mondial.

Au moment où la saga du Brexit aborde sa dernière ligne droite après avoir tenu le continent en haleine depuis bientôt trois ans, et alors que les partis nationalistes arrivés au pouvoir dans plusieurs pays de l'UE, en particulier en Italie, l'un des six pays fondateurs, s'emploient à affaiblir l'Europe en la divisant sans pour

autant la quitter, les dirigeants européens ne cachent pas leur inquiétude.

Produire des normes exemplaires

Quitter l'UE, c'est sortir de l'histoire, averti en substance Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, le 22 février, dans un discours à l'université de Bologne. L'adhésion à l'Union donne aux Etats membres la capacité d'affronter ensemble les effets négatifs de la mondialisation, qui tire vers le bas les standards sociaux, alors que séparément ils seront impuissants. « *L'UE, fait valoir Mario Draghi, permet aux pays membres de réaliser des objectifs qu'ils ne pourraient pas atteindre seuls. Et l'Union, à son tour, a la capacité d'exporter certains de ses standards à l'échelle mondiale.* »

Passer de la dimension défensive de l'UE – l'union fait la force – à une mission plus positive, celle d'une entité capable de produire des normes exemplaires pour le reste du monde, qu'elles soient démocratiques, juridiques ou sociales, est l'un des défis qui se posent aux proeuropéens. Avec le premier d'entre eux, en cette période d'insurrections électorales et sociales : contrecarrer, par une politique d'unité et d'égalité, le clivage gagnants/perdants de la mondialisation qui s'est installé dans les sociétés européennes.

Un autre contentieux illustre toute la difficulté des Européens à s'unir pour devenir acteurs de l'histoire au XXI^e siècle. Il est essentiellement franco-allemand et porte sur des questions à la fois éthiques et économiques, à propos de la politique d'exportation des armements.

Au départ, Paris et Berlin font un constat commun : dans un monde désormais dominé par la logique de compétition des grandes puissances, où, sous l'effet de l'unilatéralisme du président américain, Donald Trump, l'alliance transatlantique n'est plus une évidence, l'Europe doit renforcer ses capacités de défense. Sans même parler de la chimère d'une « armée européenne », ce renforcement passe par la production d'armements communs, pour ne pas être totalement dépendants des équipements américains et réduire la dispersion entre les différentes industries d'armement nationales qui se font absurdement concurrence en Europe et

sur les marchés mondiaux.

Chemin sinueux

Les deux grands pays fondateurs de l'UE parviennent donc, au terme d'un chemin sinueux, tant, pour des raisons historiques, leurs approches de la défense sont différentes, à se mettre d'accord sur un programme sophistiqué de systèmes aériens communs – surnommé « l'avion du futur » – et la construction de chars. Victoire ! Pas tout à fait, en réalité. Car les industriels chargés de fabriquer ces équipements ont besoin de visibilité sur la possibilité de les vendre à l'exportation, en particulier à l'extérieur de l'UE, sans quoi les investissements seront trop coûteux.

Et c'est là que le bât blesse : l'Allemagne, beaucoup plus regardante que la France sur les conditions d'exportation des armes, refuse d'assouplir ses règles très restrictives. Au moment où diplomates allemands et français tentent laborieusement de surmonter ce blocage, la Grande-Bretagne en fait, elle, l'amère expérience : partenaire du consortium européen Eurofighter, son entreprise de défense BAE Systems est empêchée de fournir des pièces détachées à l'Arabie saoudite parce que l'Allemagne a imposé un embargo sur les armes à destination de ce pays après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat saoudien d'Istanbul, le 2 octobre 2018.

Le diable, dit-on, est dans les détails. Trop souvent, de nobles initiatives européennes se brisent sur le mur des exigences nationales des uns ou des autres. Comment avance-t-on à 28, ou même 27, lorsqu'il faut agir comme si l'on n'était qu'un ? Longtemps, les experts de l'Europe ont cru que le fameux « moteur franco-allemand » pouvait suffire. Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus évident que, plus de soixante ans après le traité de Rome, cet indispensable tandem ne peut jouer de rôle moteur à lui tout seul : d'autres coalitions doivent être construites. Et d'autres modes de fonctionnement, comme le vote à la majorité qualifiée au lieu du vote à l'unanimité, doivent être trouvés. Pour sortir des blocages mortifères, et anachroniques, qui entravent l'Europe. ■

SYLVIE KAUFFMANN

« La fin d'un monde n'est pas la fin du monde », par Pierre Nora

L'HISTOIRE HUMAINE a connu bien des catastrophes, crises, épidémies et autres bouleversements. Mais ce qui est frappant, et de nature à nourrir un pressentiment d'apocalypse, c'est la précipitation convergente de la série de phénomènes, mondiaux ou occidentaux, que nous avons vécus depuis trente ou quarante ans sans trop nous en apercevoir, et dont chacun a valeur de révolution.

Révolution démographique, d'abord. A l'échelle d'une vie humaine, la population mondiale est passée de 2,5 à 7,7 milliards, avec la perspective de 10 milliards dans trente ans. Révolution écologique: nous avons vécu depuis Descartes sur l'idée de l'homme « *maître et possesseur de la nature* »; la nature nous fait brutalement savoir que l'homme achève de la détruire.

Révolution climatique, qui promet en accéléré des bouleversements que la Terre n'aurait pas connus depuis 120 000 ans!

A ces phénomènes mondiaux, il faut ajouter une révolution géostratégique aux conséquences pour nous incalculables: l'Occident a perdu le gouvernement du monde. A quoi se surajoute une révolution économique, liée à l'effondrement de la civilisation industrielle, dont la conséquence directe est l'apparition invasive de ce que couvre le « populisme ».

Et puis une révolution politique, qui voit l'épuisement des systèmes démocratiques, lesquels avaient représenté à nos yeux la formule aboutie des manières de vivre ensemble, nationales et internationales. Sans oublier une révolution religieuse, qui voit la montée en puissance de l'islam que l'on ne soupçonnait pas il y a encore trente ans.

Et une dernière, mais peut-être la plus importante, l'avènement d'une société des individus en lieu et place d'une société « holiste » où

le tout de la collectivité, notamment nationale, l'emportait sur les intérêts des particuliers. Ce basculement entraîne une rupture de la solidarité et de la continuité historiques au profit d'un « présentisme » tout-puissant, cette notion neuve qui s'est imposée pour caractériser notre rapport au temps, au passé et à l'avenir.

Conscience écologique

Pour appréhender le passé et l'avenir, nous avons jusqu'à une date récente des vecteurs d'intelligibilité qui donnaient chacun un sens à l'histoire, une histoire dans laquelle nous nous sentions insérés. On pouvait en effet, jusqu'aux années 1970, croire, pour certains, à une restauration encore possible d'un ordre antérieur, un retour à l'ancien régime des choses; d'autres pouvaient vivre, la science aidant, sur l'idée d'un progrès général de l'humanité; d'autres enfin espéraient dans une forme de révolution mondiale qui ferait du passé table rase. Ces trois registres d'appréhension du passé et du futur se sont, eux aussi, presque simultanément évanouis.

L'avènement de la conscience écologique a sonné l'heure de la fin d'une restauration possible. Hiroshima et Auschwitz ont marqué la fin de la croyance en un progrès général de l'humanité, même si des progrès sectoriels s'opéraient tous les jours dans tous les domaines. Encore les anthropologues, tel Claude Lévi-Strauss, montraient-ils sur ce point que tout progrès avait son envers, assombrissant ses avantages. Ainsi, par exemple, l'allongement de la durée moyenne de la vie, à coup sûr le plus grand des progrès récents puisqu'il est une victoire sur la mort, se paie-t-il d'insolubles difficultés sociales et sanitaires, comme des souffrances de fins de vie trop longues. Quant à l'idée de révolution, avec l'espoir qu'elle portait, elle est morte avec l'éclate-

ment de l'Union soviétique, et même plus tôt pour beaucoup, dès 1956, avec le rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Au règne de l'histoire et des idéologies a succédé le règne de l'économie, passée au poste de commande. Elle a redessiné la carte du monde et des mentalités et s'est vue elle-même envahie, transformée de l'intérieur et de l'extérieur, par tout ce que les technologies de l'information et de la communication ont produit depuis la pu-

ce, l'ordinateur, les télécoms et les réseaux jusqu'aux robots et à l'intelligence artificielle. Toutes technologies numériques porteuses non seulement d'une économie capitaliste nouvelle, reconfigurée par un contexte mondialisé, mais d'une révolution cette fois plus révolutionnaire que toutes les précédentes et débouchant sur un autre type de civilisation.

S'agit-il de simples outils au service de l'intelligence humaine? Ou nous fabriquent-elles, ces technologies, une autre manière de vivre et même un autre homme, un univers transhumaniste? C'est la question la plus fondamentale de notre temps.

L'avenir le dira à ceux qui viendront après nous. D'ici là, les savants en disputent. Quant au simple mortel que je suis, il a tendance à penser que ce sont les hommes qui ont inventé les robots, et non l'inverse – que ce qui distingue l'intelligence « naturelle » est une capacité créatrice que n'a pas l'intelligence artificielle, purement mécanique en dépit de ses performances. Nous savons, depuis Paul Valéry, que les civilisations sont mortelles. Et nous savons aussi, depuis l'historien anglais Arnold Toynbee, que la fin d'un monde n'est pas la fin du monde. ■

**PIERRE NORA, HISTORIEN,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE**

Marcel Gauchet: « Je crains une anomie démocratique »

CE QUI POSE PROBLÈME aujourd'hui, ce n'est pas le principe démocratique mais la façon de le traduire et de le faire fonctionner, estime le philosophe et historien Marcel Gauchet, directeur d'études émérite à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

La démocratie est-elle en danger ?

Elle dysfonctionne au point de susciter une immense frustration chez une très grande partie des citoyens et d'engendrer une contestation dont on ne sait où elle mènera. En même temps, je ne suis pas pessimiste sur le fond car je ne vois pas émerger de véritable proposition alternative au régime démocratique. Il y a, certes, de confuses tentations autoritaires mais sans idéologie, force sociale ni organisation pour les porter. C'est la grande différence avec les années 1930: le principe démocratique est entré dans les têtes à un tel degré que toute autre chose nous est impensable. En revanche, nous n'avons pas de solutions satisfaisantes pour traduire la démocratie en pratique et la faire correctement fonctionner. Ce que je crains n'est donc pas une remise en cause mais une espèce d'anomie démocratique où, au nom de la démocratie, des tentations totalement contradictoires se font jour sans permettre de frayer un chemin consensuel vers ce qui serait la bonne manière de la faire vivre. La situation est inédite et très troublante mais elle ne présage pas le retour des dictatures.

Pourtant, dans les enquêtes d'opinion, l'attachement à la démocratie recule tandis que la demande d'autorité progresse...

C'est vrai, mais il faut interpréter correctement ces données: ce qui fondamentalement s'exprime derrière cette aspiration à plus d'autorité est une demande d'efficacité politique qui n'est plus assurée. Pour bien fonctionner, la démocratie doit pouvoir garantir simultanément la liberté de chacun et l'efficacité du pouvoir collectif. La liberté de

chacun est largement acquise.

En revanche, le pouvoir de tous apparaît complètement déficient. Il nourrit une frustration qui est au cœur du divorce actuel sur le terme même de démocratie. On le constate dans des démocraties aussi diverses que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Hongrie, la Pologne ou encore la France touchées à des degrés divers par le populisme.

En quoi la France se distingue-t-elle des autres ?

Elle a particulièrement mal vécu le tournant libéral des années 1980 car, de toutes les grandes démocraties, elle est celle qui attend le plus de l'autorité publique

et croit le plus à l'efficacité de la politique. Or, en trente ans, le pouvoir s'est dilué dans des privatisations qui ont privé l'État de leviers essentiels, dans une décentralisation mal conduite et dans la prolifération d'autorités indépendantes qui ont brouillé la décision publique.

Aussi, lorsque les Français ont des comptes à demander, c'est vers le président de la République et lui seul qu'ils se tournent parce que l'élection présidentielle a fait de lui l'unique responsable identifié.

L'esprit public est-il devenu « délétère », comme le dit Alain Juppé ?

Une révolution technologique s'est produite qui permet au premier venu d'insulter la Terre entière en toute impunité. Du point de vue de la philosophie libérale, cela pose un vrai problème: celui d'une liberté d'expression illimitée sans responsabilité. Une radicalité qui n'est plus politique mais morale et subjective se développe, marquée par une intolérance virulente au point de vue de l'autre.

C'est évidemment inquiétant car la démocratie, ce n'est pas seulement la liberté, mais la liberté au service d'une discussion commune destinée à aboutir à un accord pacificateur. Cette dimension-là est en train de s'évanouir psychologiquement de l'esprit des gens, y compris les plus cultivés.

Pourquoi les élites sont-elles à ce point stigmatisées ?

Ce qui leur est reproché n'est pas d'exister mais de ne pas se préoccuper du sort commun. La technocratie gaulliste des années 1960 était légitime, car elle était perçue comme travaillant selon l'éthique du service public.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a, en outre, un problème structurel qui tient au mélange et aux allers-retours entre public et privé. Il entretient un soupçon permanent de corruption dans l'esprit des citoyens. Il faut clarifier cette situation.

Est-il encore possible de réconcilier le peuple et les élus ?

Je le crois. Ce qui est saisissant dans le mouvement des « gilets jaunes », c'est la forte demande qu'ils adressent à la politique. Prenez leur revendication autour du référendum d'initiative citoyenne (RIC): elle ne consiste pas à réclamer « tout le pouvoir pour les soviets » mais à faire valoir que, « sur un certain nombre de sujets, on ne vous fait pas confiance, donc on veut être consultés ». Je ne vois pas, dans le principe, ce qui interdirait de répondre à cette demande.

Faut-il toucher aux institutions ?

Je ne crois pas au bouleversement institutionnel. Les institutions ne seront jamais que ce qu'en font leurs acteurs. Tout repose sur la sagesse du personnel politique et sa capacité de résister aux illusions du pouvoir. Un président sage doit comprendre qu'il ne peut pas tout décider tout seul, réaliser qu'il a besoin de relais dans la société et trouver une traduction au besoin d'écoute qui s'y exprime.

La difficulté est qu'il manque un rouage essentiel pour mettre en cohérence ce que le peuple demande: les partis sont tous mal en point, mais à qui la faute, là encore? Leurs responsables en ont-ils fait des organisations accueillantes qui contribuent à l'intelligence collective? Ne rêvons pas d'une mécanique qui nous dispenserait de répondre à ces questions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F. F.

La démocratie, en danger, doit se réinventer

Pour contrer la montée des régimes populistes, il serait temps de « remoraliser » la mondialisation et d'y inclure les peuples

En mai 2017, le V-Dem Institute, un institut de recherche international basé en Suède, avait placé la France en tête des démocraties libérales. En compilant plus de 300 indicateurs à travers 174 pays, il avait distingué l'Hexagone pour la stabilité de ses institutions, la régularité de ses élections, la présence de contrepoids efficaces à l'exécutif et l'existence de puissants mécanismes de redistribution permettant de réduire les inégalités.

Moins de deux ans plus tard, toute une partie de la population aux fins de mois difficiles – caristes, aides-soignantes, artisans, intérimaires, chauffeurs routiers, caissières, ouvriers, femmes de ménage, retraités, petits patrons – a investi les ronds-points pour dire « stop » à la hausse des taxes et revendiquer le droit d'être reconnue, elle qui, depuis des années, se vit, au sein de la République française, comme « invisible ».

La révolte sociale se double d'un sérieux coup de semence démocratique : le système représentatif a failli, il est mis en cause. Du grand débat national lancé par Emmanuel Macron en janvier remonte une forte aspiration à plus de justice sur fond de critiques des élus perçus comme hors-sol et trop rémunérés. « *L'esprit public est devenu délétère* », constate les larmes aux yeux Alain Juppé au moment de quitter la mairie de Bordeaux pour rejoindre le Conseil constitutionnel. En ce début d'année 2019, la France n'a plus rien du modèle démocratique vanté par le V-Dem Institute. Elle traverse un épisode populiste qui l'oblige à une sérieuse introspection. Elle n'est pas la seule.

Epidémie

Le populisme ronge les démocraties libérales comme une épidémie. Il se nourrit de la contestation de la mondialisation libérale accusée de creuser les inégalités et de laminer les classes moyennes. Il prospère aussi bien dans les pays émergents que dans les anciens pays du bloc de l'Est ou dans les vieilles démocraties comme les Etats-Unis, fragilisant les principes sur lesquels elles s'étaient constituées. « *Pour la première fois, la plus ancienne et puissante démocratie du monde a élu un président qui n'hésite pas à exprimer publiquement*

son dédain pour les principes constitutionnels les plus élémentaires », s'alarme Yascha Mounk, professeur de théorie politique à Harvard (Massachusetts), dans son livre *Le Peuple contre la démocratie* (L'Observatoire, 2018).

Le phénomène est insidieux car, pour la plupart des chercheurs, le populisme ne peut être considéré comme une remise en cause de la démocratie. Il s'en réclame, au contraire, pleinement : profitant d'un contexte favorable, le « leader peuple » utilise le suffrage universel pour rétablir, à travers sa personne, la souveraineté populaire dans un combat dénonciateur de l'élite « corrompue » qui aurait capté le pouvoir à son seul profit.

Autour de ce schéma se greffent de multiples variantes : le populisme de droite aura tendance à associer l'autoritarisme et l'ethnicisme, le populisme de gauche à mettre l'accent sur les inégalités sociales mais, dans les deux cas, l'adversaire déclaré est la démocratie libérale. En s'arrogeant le pouvoir de décider qui est le peuple et quels sont ses ennemis, en postulant que rien ne doit limiter sa volonté, l'idéologie populiste rejette les notions de pluralisme et de droits des minorités et fait fi des garanties institutionnelles qui avaient été érigées pour les protéger. Aujourd'hui, « *les quatre démocraties les plus peuplées, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et les Etats-Unis, sont gouvernées par des leaders qui proclament être la représentation exclusive du peuple, et tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux y sont considérés comme des traîtres* », souligne Yascha Mounk.

Cette dissociation entre démocratie et libéralisme est le grand phénomène politique du moment. Elle donne naissance à de nouvelles formes de démocraties dites « illibérales » à l'instar de ce que connaît la Hongrie depuis l'élection de Viktor Orban en 2010. Dans les cas extrêmes, on peut même assister à la rupture du régime démocratique comme au Pérou où, à la fin des années 1990, le populiste Alberto Fujimori s'était appuyé sur l'armée pour poursuivre son mandat. Ce que tente aujourd'hui Nicolas Maduro au Venezuela y ressemble beaucoup.

« Fin du cycle néolibéral »

« *Pour la première fois en 2017, le nombre de régimes démocratiques a légèrement*

reflué », s'est alarmé Christine Lagarde, la patronne du Fonds monétaire international (FMI), dans une interview aux *Echos* (9 novembre 2018), en faisant un lien direct avec « *le tassement du niveau de vie des classes moyennes et une aggravation des inégalités, surtout aux Etats-Unis et en Chine, mais aussi en Allemagne* ». L'inquiétude est telle que, dans les forums internationaux, une nouvelle notion vient de faire son apparition : « *l'inclusion des peuples* » dans la mondialisation. « *Nous sommes à la fin du cycle néolibéral* », pronostique l'historien et philosophe Marcel Gauchet car, dit-il, « *on ne peut pas fonctionner dans un système de compétition aussi intense et avec des joueurs qui ne sont pas tous d'une loyauté parfaite sans un minimum de cohérence politique visant à préserver une société relativement unifiée, ce qui est le propre des démocraties* ».

Le Forum économique mondial de Davos (Suisse), longtemps considéré comme le temple de « la mondialisation heureuse », commence tout juste à en prendre conscience. Début janvier, Klaus Schwab, le fondateur du forum, a appelé à une « *remoralisation de la mondialisation* » mais sans préciser quels outils il mettait derrière ce concept. Et pour cause : « *Comment faire de l'humanité un sujet pertinent de la démocratie, alors que seulement 1 % des ressources du monde servent à assurer les droits élémentaires de l'homme et seulement 1 % du budget européen est consacré à la citoyenneté ?* », s'interroge l'historien Pierre Rosanvallon qui, aujourd'hui, consacre toutes ses recherches au populisme.

Ouvrage après ouvrage, il insiste sur la nécessité de lutter contre « *la fatigue des démocraties* » en réarmant le citoyen. Les classes populaires se sentent ignorées ? Il faut trouver une instance où elles puissent raconter leur vie et ce faisant, compter. Les parlementaires sont discrédités ? Ils doivent accepter que d'autres institutions accomplissent le travail de délibération et de contrôle qu'ils n'effectuent plus qu'imparfaitement. Le citoyen se sent trahi ou mal représenté ? Il doit pouvoir exercer entre deux élections un pouvoir de contrôle, de surveillance et pourquoi pas de proposition. Pour survivre, la démocratie doit se réinventer. ■

FRANÇOISE FRESSOZ